

---

# États financiers des Commission des eaux usées du Grand Moncton

31 décembre 2021

---

---

|  |      |
|--|------|
| Rapport de l'auditeur indépendant  | 1-2  |
| État de la situation financière  | 3    |
| État des résultats et de l'excédent accumulé   | 4    |
| État de l'évolution de l'actif financier net   | 5    |
| État des flux de trésorerie  | 6    |
| Notes complémentaires  | 7-11 |
| Annexe 1 – Tableau du rapprochement de l'excédent annuel                                       | 12   |
| Annexe 2 – Tableau du budget d'exploitation selon les normes<br>Comptables du secteur publique | 13   |

---

## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de la  
Commission des eaux usées du Grand Moncton

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la commission des eaux usées du grand Moncton (« la commission »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de l'excédent accumulé, l'état de l'évolution de l'actif financier net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la commission au 31 décembre 2021, ainsi que les états des résultats, de l'excédent accumulé, l'état de l'évolution de l'actif financier net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (« NCSP »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (« NAGR ») du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la commission conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la commission à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la commission ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la commission.

## **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.*

Comptables professionnels agréés  
Le 18 février 2022

# Commission des eaux usées du Grand Moncton

## État de la situation financière

Au 31 décembre 2021

|                                       | Notes<br>et annexes | 2021<br>\$         | 2020<br>\$         |
|---------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Actifs</b>                         |                     |                    |                    |
| Fonds                                 |                     |                    |                    |
| Exploitation                          |                     | 20 860 019         | 25 243 123         |
| Fonds de réserve                      |                     | 12 324 961         | 1 051 129          |
| Comptes débiteurs                     |                     |                    |                    |
| Général                               |                     | 1 872 657          | 1 241 018          |
| TVH à recevoir                        |                     | 299 850            | 475 877            |
| Intérêts courus à recevoir            |                     | 57 364             | 81 035             |
| Placements                            | 3                   | 5 074 661          | 15 801 967         |
|                                       |                     | <b>40 489 513</b>  | <b>43 894 149</b>  |
| <b>Passifs</b>                        |                     |                    |                    |
| Comptes créditeurs et charges à payer |                     | 3 134 853          | 3 966 375          |
| Retenues à payer                      |                     | 2 306 579          | 3 992 237          |
|                                       |                     | <b>5 441 432</b>   | <b>7 958 612</b>   |
| Actifs nets                           |                     | <b>35 048 081</b>  | <b>35 935 537</b>  |
| <b>Actifs non financiers</b>          |                     |                    |                    |
| Immobilisations corporelles           | 8                   | 117 010 849        | 107 671 350        |
| Frais payés d'avance et dépôts        |                     | 61 812             | 262 666            |
|                                       |                     | <b>117 072 661</b> | <b>107 934 016</b> |
| <b>Excédent accumulé</b>              | 5                   | <b>152 120 742</b> | <b>143 869 553</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration et la direction

\_\_\_\_\_  
Michael Desjardins, président

\_\_\_\_\_  
Jean-Pierre Ouellette, trésorier

\_\_\_\_\_  
Kevin Rice, directeur général

\_\_\_\_\_  
Sharon McGrath, directrice des finances

## Commission des eaux usées du Grand Moncton

### État des résultats et de l'excédent accumulé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

|   | Annexes<br>et notes | Budget<br>(Note 7)<br>\$ | 2021<br>Réel<br>\$ | 2020<br>Réel<br>\$ |
|---|---------------------|--------------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Revenus</b>                                |                     |                          |                    |                    |
| Frais d'utilisation                           |                     |                          |                    |                    |
| Ville de Moncton                              |                     | 8 379 840                | 8 379 840          | 8 346 660          |
| Ville de Dieppe                               |                     | 2 484 930                | 2 484 930          | 2 404 290          |
| Ville de Riverview                            |                     | 1 742 790                | 1 742 790          | 1 750 350          |
|   |                     | <b>12 607 560</b>        | <b>12 607 560</b>  | 12 501 300         |
| Subventions                                   |                     | 5 529 224                | 4 173 614          | 13 755 176         |
| Revenu d'intérêt                              |                     | 531 158                  | 762 561            | 1 116 800          |
| Revenu du camion de vidange et du compost     |                     | 169 300                  | 414 733            | 401 906            |
|   |                     | <b>18 837 242</b>        | <b>17 958 469</b>  | 27 775 182         |
| <b>Charges</b>                                |                     |                          |                    |                    |
| Usine et charges d'exploitation               |                     |                          |                    |                    |
| Amortissement des immobilisations corporelles |                     | 4 176 759                | 3 643 718          | 2 511 841          |
| Salaires et avantages sociaux                 |                     | 1 729 094                | 1 602 854          | 1 680 630          |
| Entretien et fonctionnement                   |                     | 1 798 400                | 1 755 185          | 1 594 801          |
| Perte sur vente d'immobilisations corporelles |                     | —                        | 17 592             | 871 858            |
| Électricité                                   |                     | 1 178 720                | 853 547            | 623 948            |
| Servitude et taxes foncières                  |                     | 1 044 876                | 644 586            | 570 990            |
| Assurance                                     |                     | 215 187                  | 221 163            | 203 693            |
| Téléphone                                     |                     | 23 450                   | 24 267             | 24 964             |
| Frais de véhicules                            |                     | 10 487                   | 21 656             | 15 844             |
| Génie-conseil                                 |                     | 362 000                  | 201 158            | 13 872             |
| Coûts de démolition                           |                     | -                        | -                  | 450 935            |
| Impairment des immobilisations corporelles    | 8                   | —                        | -                  | 3 297 513          |
| Divers  |                     | (390 237)                | 371 485            | ( 883)             |
|   |                     | <b>10 929 210</b>        | <b>9 357 211</b>   | 11 860 006         |
| Charges Général                               |                     |                          |                    |                    |
| Honoraires professionnels et conseils         |                     | 124 640                  | 198 908            | 735 624            |
| Charges de la Commission                      |                     | 76 516                   | 59 059             | 69 083             |
| Commercialisation et communications           |                     | 63 600                   | 48 211             | 54 853             |
| Déplacements, formation et éducation          |                     | 59 549                   | 23 058             | 22 423             |
| Gouvernance                                   |                     | 25 365                   | 15 884             | 21 964             |
| Intérêts et frais bancaires                   |                     | 3 800                    | 4 950              | 5 182              |
|   |                     | <b>353 470</b>           | <b>350 069</b>     | 909 129            |
| <b>Total des charges</b>                      |                     | <b>11 282 680</b>        | <b>9 707 280</b>   | 12 769 135         |
| <b>Excédent annuel</b>                        |                     | <b>7 554 562</b>         | <b>8 251 189</b>   | 15 006 047         |
| Excédent accumulé – au début de l'année       |                     | —                        | 143 869 553        | 128 863 506        |
| <b>Excédent accumulé – à la fin d'année</b>   |                     | <b>—</b>                 | <b>152 120 742</b> | 143 869 553        |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Commission des eaux usées du Grand Moncton****État de l'évolution de l'actif financier net**

Exercice terminé le 31 décembre 2021

|   | <b>Budget</b>       | <b>2021</b>         | 2020         |
|---|---------------------|---------------------|--------------|
|   | <b>\$</b>           | <b>\$</b>           | <b>\$</b>    |
| <b>Excédent annuel</b>                              | <b>7 554 562</b>    | <b>8 251 189</b>    | 15 006 047   |
| Acquisition d'immobilisations corporelles           | <b>(17 591 242)</b> | <b>(13 004 083)</b> | (27 067 855) |
| Dévaluation des immobilisations corporelles         | —                   | -                   | 3 297 513    |
| Amortissement des immobilisations corporelles       | <b>4 176 759</b>    | <b>3 643 718</b>    | 2 511 841    |
| Perte liée à la vente d'immobilisations corporelles | —                   | <b>17 592</b>       | 871 858      |
| Produit de la vente d'immobilisations corporelles   | —                   | <b>3 275</b>        | 8 916        |
|   | <b>(13 414 483)</b> | <b>(9 339 498)</b>  | (20 377 727) |
| Changement des charges payées d'avance              | —                   | <b>200 854</b>      | ( 56 597)    |
|   | <b>(13 414 483)</b> | <b>(9 138 645)</b>  | (20 434 324) |
| Changement des actifs financiers nets               | <b>(5 859 921)</b>  | <b>( 887 456)</b>   | (5 428 277)  |
| Actifs financiers nets – au début d'année           | —                   | <b>35 935 537</b>   | 41 363 814   |
| <b>Actifs financiers nets – à la fin d'année</b>    | <b>(5 859 921)</b>  | <b>35 048 081</b>   | 35 935 537   |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Commission des eaux usées du Grand Moncton

### État des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2021

|   | 2021                | 2020         |
|---|---------------------|--------------|
|   | \$                  | \$           |
| <b>Opérations d'exploitation</b>                          |                     |              |
| Excédent annuel   | <b>8 251 189</b>    | 15 006 047   |
| Charges aux revenus hors trésorerie                       |                     |              |
| dévaluation des immobilisations corporelles               | -                   | 3 297 513    |
| Amortissement des immobilisations corporelles             | <b>3 643 718</b>    | 2 511 841    |
| Perte liée à la vente d'immobilisations corporelles       | <b>17 592</b>       | 871 858      |
|   | <b>11 912 498</b>   | 21 687 259   |
| Variation des actifs et des passifs non monétaires        |                     |              |
| Comptes débiteurs   | <b>( 431 942)</b>   | ( 411 248)   |
| Frais payés d'avance                                      | <b>200 854</b>      | ( 56 597)    |
| Comptes créditeurs et passifs transitoires                | <b>( 831 522)</b>   | 62 578       |
| Retenues de garantie                                      | <b>(1 685 658)</b>  | 1 817 086    |
|   | <b>9 164 230</b>    | 23 099 079   |
| <b>Opérations de placement</b>                            |                     |              |
| Produit de placements, net de celles échues               | <b>10 727 306</b>   | 15 161 096   |
| (Perte) produit de la vente d'immobilisations corporelles | <b>3 275</b>        | 8 916        |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                 | <b>(13 004 083)</b> | (27 067 855) |
|   | <b>(2 273 502)</b>  | (11 897 844) |
| Variation nette de la trésorerie pendant l'exercice       | <b>6 890 728</b>    | 11 201 235   |
| Trésorerie – au début d'année                             | <b>26 294 252</b>   | 15 093 017   |
| <b>Trésorerie – à la fin d'année</b>                      | <b>33 184 980</b>   | 26 294 252   |
| <b>Trésorerie composée de :</b>                           |                     |              |
| Fonds en banque – exploitation                            | <b>20 860 019</b>   | 25 243 123   |
| Fonds en banque – fonds de réserve                        | <b>12 324 961</b>   | 1 051 129    |
|   | <b>33 184 980</b>   | 26 294 252   |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



### 1. But de la Commission

La Commission des eaux usées du Grand Moncton (la Commission) est constituée en société et exerce ses activités en vertu des dispositions de la Loi sur les municipalités et de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement* du Nouveau-Brunswick. En tant que municipalité, la Commission est exonérée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 149(1)(c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

La Commission exploite une usine de traitement des eaux usées, un réseau collecteur d'eaux usées ainsi qu'une installation de compostage dans la région du Grand Moncton, au Nouveau-Brunswick, et offre des services de traitement des eaux usées aux villes de Moncton, Dieppe et Riverview.

### 2. Résumé des principales conventions comptables

Les états financiers de la Commission ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public et tiennent compte des conventions comptables ci-dessous.

Les états financiers établis selon ces normes ciblent la position financière de la Commission et toute modification à la matière. Le bilan comprend l'ensemble des actifs et des passifs de la Commission.

#### *Budget*

Le budget contenu dans les présents états financiers a été approuvé par la Commission le Novembre 19, 2020 et soumis au ministre des Gouvernements locaux. Certains chiffres du budget ont été retraités de manière à être conformes aux normes comptables pour le secteur public (NCSP).

#### *Comptabilité par fonds*

Les fonds compris dans les états financiers comprennent les fonds généraux et les fonds de capital. La Commission approuve la mise en capital de certains montants dans des fonds à des fins d'exploitation et d'immobilisations futures.

Les transferts entre fonds sont comptabilisés en tant qu'ajustements au solde du fonds concerné.

#### *Classement des actifs*

Les actifs sont classés comme des actifs financiers ou non financiers. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actif qui pourraient être consacrés à rembourser les dettes existantes ou à financer des activités futures et qui ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités. Les actifs non financiers sont constitués d'éléments d'actifs acquis qui, normalement, ne produisent pas de ressources servant à rembourser les dettes existantes. Par ailleurs, ils sont utilisés pour fournir des services publics, ils peuvent être consommés dans le cours normal des activités et ils ne sont pas destinés à être revendus. Les actifs non financiers incluent les charges payées d'avance

#### *Constatation des revenus*

La Commission constate les produits tirés des frais d'utilisation, du camion de vidange et du compost lorsque ces services sont rendus ou ces produits sont vendus et que le prix est fixe et déterminable et le recouvrement est raisonnablement assuré. Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la comptabilité d'exercice et sont comptabilisés dans l'état des fonds en tant qu'augmentation directe au fonds capital.

## **2. Résumé des principales conventions comptables (suite)**

### *Constatation des revenus (suite)*

Les transferts gouvernementaux sont comptabilisés pour la période au cours de laquelle ont eu lieu les activités donnant lieu à ces transferts, à condition que les transferts soient autorisés, que tous les critères d'admissibilité soient remplis et que des estimations raisonnables des montants puissent être faites.

### *Estimations comptables*

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction établisse des estimations ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif ainsi que sur la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs, à la date des états financiers, ainsi que sur le montant présenté des produits et des charges pour la période visée. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

### *Instruments financiers*

Les actifs et passifs financiers de la Commission sont initialement mesurés à leur juste valeur et par la suite comptabilisés au coût amorti; les intérêts sont constatés dans l'état des résultats et l'excédent cumulé est comptabilisé tel que gagné.

### *Espèces et quasi-espèces*

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les fonds en banque qui ne sont soumis à aucune autre restriction et dont l'échéance est de trois mois ou moins à la date d'acquisition.

### *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. La Commission prévoit un amortissement aux taux visant à amortir le coût des immobilisations corporelles pendant la durée de vie utile estimative. Chaque année, le coût des immobilisations corporelles est amorti sur une base linéaire, sur la durée de vie utile estimative, comme suit :

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| Centre des opérations              | 10 - 60 ans |
| Installations de traitement        | 5 - 60 ans  |
| Installations de traitement        | 10 - 75 ans |
| Parc                               | 5 - 20 ans  |
| Matériel informatique et logiciels | 3 - 5 ans   |

Les actifs en construction ne sont pas amortis avant d'être prêts à l'utilisation.

### *Congés de maladie accumulés*

La Commission offre des congés de maladie qui s'accumulent à raison de 1,25 jour par mois pour les employés à temps plein. Les employés peuvent accumuler un maximum de 150 jours de congé de maladie. Au moment de la retraite, tout employé ayant accumulé des congés de maladie, recevra une indemnité égale à cinquante pourcents du taux de rémunération en vigueur immédiatement avant la date du départ à la retraite.

Les congés de maladie constituent un avantage sans capitalisation. Il n'y a donc pas d'actifs applicables. Les prestations sont versées de l'excédent accumulé lorsqu'elles arrivent à échéance. Le passif non capitalisé au 31 décembre 2021 de 164 114 \$ (2020 - 174 098 \$) est comptabilisé dans les comptes créditeurs et les charges à payer.

## Commission des eaux usées du Grand Moncton

### Notes complémentaires

31 décembre 2021

### 3. Placements

Voici les détails des placements détenus par la Commission :

|  | 2021             | 2020              |
|--|------------------|-------------------|
|  | \$               | \$                |
| Certificat de placement garanti<br>(2,90 %, venant à échéance en mai 2022)       | <b>5 074 661</b> | 5 074 661         |
| Certificat de placement garanti<br>(2,85 %, venant à échéance en septembre 2021) | —                | 5 113 653         |
| Certificat de placement garanti<br>(2,85 %, venant à échéance en septembre 2021) | —                | 5 613 653         |
|  | <b>5 074 661</b> | <b>15 801 967</b> |

### 4. Avantages postérieurs à l'emploi

La Commission souscrit un REER pour la quasi-totalité de ses employés. Le régime permet de verser des cotisations correspondant à 7 % du salaire des employés. Avant le 31 décembre 2016, les employés n'avaient pas besoin de cotiser au REER pour profiter de cet avantage. Conformément à la convention collective signée le 20 mai 2016 entre la Commission et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 5217, chaque employé cotisera annuellement un pourcentage minimal de son salaire (2017 – 2 %, 2018 – 4 %, 2019 – 6 % (pour 25 période de paie), avec la dernière paie de 2019 augmentant à 7%, et 8% par la suite). Il n'existe aucun passif non capitalisé associé à cet avantage postérieur à l'emploi.

### 5. Excédent cumulé

L'excédent accumulé figurant dans le bilan résulte d'un excédent des revenus sur les dépenses depuis le commencement des opérations de la Commission jusqu'à la date de fin d'année.

L'excédent cumulé se compose de ce qui suit :

|                            | 2021               | 2020               |
|----------------------------|--------------------|--------------------|
|                            | \$                 | \$                 |
| Actifs nets financiers     | <b>35 048 081</b>  | 35 935 537         |
| Actifs nets non financiers | <b>117 072 661</b> | 107 934 016        |
|                            | <b>152 120 742</b> | <b>143 869 553</b> |

Les actifs financiers nets se composent des flux de trésorerie nécessaires aux opérations quotidiennes et des fonds capitaux détenus pour les dépenses en immobilisations futures. Les actifs non financiers comprennent les immobilisations corporelles et les charges payées d'avance que la Commission a achetées ou construites.

## **6. Gestion des instruments financiers et des risques**

### *Risque de marché*

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers de la Commission fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il existe trois types de risques : risque de change, risque de taux d'intérêt et risque lié à d'autres prix. La Commission ne se considère pas exposée à ces risques.

### *Risque de crédit*

Le risque de crédit découle du risque que le débiteur ne sera pas en mesure de remplir ses obligations. La Commission procède à une évaluation rigoureuse de ses débiteurs avant l'octroi de crédits et surveille activement et continuellement leur santé financière. Le risque de crédit découle principalement de la trésorerie, des débiteurs et des placements. Il n'y a pas de concentration importante du risque de crédit.

### *Risque de liquidité*

La Commission vise à avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations à leur échéance. Elle surveille ses soldes de trésorerie ainsi que l'encaisse découlant de ses activités afin de pouvoir répondre à ses besoins. En date du 31 décembre 2021, les passifs financiers les plus importants sont les créditeurs, les charges à payer et les retenues à payer.

## **7. Chiffres budgétés**

Les chiffres du budget inclus dans les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration par l'adoption du processus de budgétisation annuelle. Aucun ajustement n'a été apporté aux chiffres budgétés approuvés tels qu'ils sont présentés dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé. Le budget présenté dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé n'est pas vérifié

**8. Tableau des immobilisations corporelles**

|  | Foncier<br>\$  | Centre des<br>opérations<br>\$ | Installation<br>de traitement<br>\$ | Système de<br>collecte<br>\$ | Parc<br>\$       | Materiel<br>Informatique<br>et logiciels | Actifs en<br>construction | Total<br>\$        |
|--|----------------|--------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|------------------|--|---------------------------|--------------------|
| <b>Coût</b>  |                |                                |                                     |                              |                  |  |                           |                    |
| Solde – Début de l'année   | 558 365        | 3 706 215                      | 112 178 211                         | 33 211 406                   | 1 428 688        | 362 172                                  | 8 581 580                 | 160 026 637        |
| Ajouts nets pendant l'année  | —              | 3 487                          | 7 984 546                           | —                            | —                | 40 490                                   | 4 975 559                 | 13 004 082         |
| Cessions pendant l'année   | —              | ( 184 029)                     | (1 435 182)                         | ( 77 242)                    | —                | ( 3 258)                                 | —                         | (1 699 711)        |
| <b>Solde – Fin d'année</b>   | <b>558 365</b> | <b>3 525 673</b>               | <b>118 727 575</b>                  | <b>33 134 164</b>            | <b>1 428 688</b> | <b>399 404</b>                           | <b>13 557 139</b>         | <b>171 331 008</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>  |                |                                |                                     |                              |                  |  |                           |                    |
| Solde – Début de l'année   | —              | 1 352 084                      | 34 254 762                          | 15 409 397                   | 1 093 948        | 245 096                                  | —                         | 52 355 287         |
| Amortissement pendant l'année                                      | —              | 188 104                        | 2 580 447                           | 729 097                      | 97 775           | 48 295                                   | —                         | 3 643 718          |
| Cession d'amortissements cumulés                                   | —              | ( 184 029)                     | (1 425 967)                         | ( 65 591)                    | —                | ( 3 259)                                 | —                         | (1 678 846)        |
| <b>Solde – Fin d'année</b>   | <b>—</b>       | <b>1 356 159</b>               | <b>35 409 242</b>                   | <b>16 072 903</b>            | <b>1 191 723</b> | <b>290 132</b>                           | <b>—</b>                  | <b>54 320 159</b>  |
| Valeur comptable nette des immobilisations 2020                    | 558 365        | 2 354 131                      | 77 923 449                          | 17 802 009                   | 334 740          | 117 076                                  | 8 581 580                 | 107 671 350        |
| <b>Valeur comptable nette des immobilisations corporelles 2021</b> | <b>558 365</b> | <b>2 169 514</b>               | <b>83 318 333</b>                   | <b>17 061 261</b>            | <b>236 965</b>   | <b>109 272</b>                           | <b>13 557 139</b>         | <b>117 010 849</b> |

**9. Tableaux supplémentaires**

Le ministère des Gouvernements locaux du Nouveau-Brunswick a demandé certaines informations, à des fins de surveillance, en plus des normes comptables canadiennes pour le secteur public. La Commission se conforme à ces exigences sur les pages suivantes.

## Commission des eaux usées du Grand Moncton

### Tableau de rapprochement de l'excédent annuel - Annexe 1

Exercice terminé le 31 décembre 2021

|  | Fonds de<br>fonctionnement<br>\$ | Fonds de<br>capital<br>\$ | Total<br>\$      |
|--|----------------------------------|---------------------------|------------------|
| <b>Excédent annuel 2021</b>  | <b>7 100 204</b>                 | <b>1 150 985</b>          | <b>8 251 189</b> |
| <b>Ajustements à l'excédent annuel<br/>pour les besoins de financement</b> |                                  |                           |                  |
| Second excédent de l'exercice<br>précédent                                 | <b>416 600</b>                   | —                         | <b>416 600</b>   |
| Transfert d'exploitation à capital   | <b>(7 373 050)</b>               | <b>7 373 050</b>          | —                |
| Ajustement total excédent annuel 2021                                      | <b>(6 956 450)</b>               | <b>7 373 050</b>          | <b>416 600</b>   |
| <b>2021 – Excédent annuel</b>  | <b>143 753</b>                   | <b>8 524 035</b>          | <b>8 667 789</b> |

## Commission des eaux usées du Grand Moncton

### État de la situation financière - Annexe 2

Exercice terminé le 31 décembre 2021

|   | Fonds de<br>fonctionnement | Amortissement      | Fonds de capital  | Total             |
|---|----------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
|   | \$                         | \$                 | \$                | \$                |
| <b>Revenus</b>  |                            |                    |                   |                   |
| Frais d'utilisation                                   |                            |                    |                   |                   |
| Ville de Moncton                                      | 8 379 840                  | -                  | -                 | 8 379 840         |
| Ville de Dieppe                                       | 2 484 930                  | -                  | -                 | 2 484 930         |
| Ville de Riverview                                    | 1 742 790                  | -                  | -                 | 1 742 790         |
| Intérêts et divers                                    | 169 300                    | -                  | 531 158           | 700 458           |
| Subventions   | -                          | -                  | 5 529 224         | 5 529 224         |
|   | <b>12 776 860</b>          | <b>-</b>           | <b>6 060 382</b>  | <b>18 837 242</b> |
| <b>Charges</b>  |                            |                    |                   |                   |
| Usine et charges d'exploitation                       |                            |                    |                   |                   |
| Servitude et taxes fonciers                           | 1 044 876                  | -                  | -                 | 1 044 876         |
| Salaires et avantages sociaux                         | 1 729 094                  | -                  | -                 | 1 729 094         |
| Amortissement des immobilisations corporelles         | -                          | 4 176 759          | -                 | 4 176 759         |
| Électricité   | 1 178 720                  | -                  | -                 | 1 178 720         |
| Téléphone   | 23 450                     | -                  | -                 | 23 450            |
| Assurance   | 215 187                    | -                  | -                 | 215 187           |
| Entretien et fonctionnement                           | 1 798 400                  | -                  | -                 | 1 798 400         |
| Génie-conseil   | 362 000                    | -                  | -                 | 362 000           |
| Frais de véhicules                                    | 10 487                     | -                  | -                 | 10 487            |
| Divers  | 390 237                    | -                  | -                 | 390 237           |
|   | <b>6 752 451</b>           | <b>4 176 759</b>   | <b>-</b>          | <b>10 929 210</b> |
| Charges général                                       |                            |                    |                   |                   |
| Commercialisation et communications                   | 63 600                     | -                  | -                 | 63 600            |
| Dépenses de la Commission                             | 76 516                     | -                  | -                 | 76 516            |
| Déplacements, formation et éducation                  | 59 549                     | -                  | -                 | 59 549            |
| Gouvernance   | 25 365                     | -                  | -                 | 25 365            |
| Intérêts et frais bancaires                           | 3 800                      | -                  | -                 | 3 800             |
| Honoraires professionnels et conseils                 | 124 640                    | -                  | -                 | 124 640           |
|   | <b>353 470</b>             | <b>-</b>           | <b>-</b>          | <b>353 470</b>    |
| <b>Charges total</b>                                  | <b>7,105,921</b>           | <b>4,176,759</b>   | <b>-</b>          | <b>11,282,680</b> |
| <b>Sous-total excédentaire</b>                        | <b>5,670,939</b>           | <b>(4,176,759)</b> | <b>6,060,382</b>  | <b>7,554,562</b>  |
| <b>Services financiers</b>                            |                            |                    |                   |                   |
| Second excédent de l'exercice précédent               | 416 600                    | -                  | (416 600)         | -                 |
| Transfert du fonds d'exploitation au fonds de capital | (6 087 539)                | -                  | 6 087 539         | -                 |
|   | <b>(5 670 939)</b>         | <b>-</b>           | <b>5 670 939</b>  | <b>-</b>          |
| <b>Excédent annuel</b>                                | <b>-</b>                   | <b>(4 176 759)</b> | <b>11 731 321</b> | <b>7 554 562</b>  |